

Service Risques, Energie, Déchets / Pôle Risques  
Technologiques ICPE

Basse-terre, le 15 Juillet 2024

Saint-Phy  
BP 54  
97102 Basse-terre Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SARA**

17 Bd de la Pointe Jarry  
BP 2039  
97122 Baie-Mahault

Références : RED-PRT-IC-2024-254

Code AIOT : 0022100049

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SARA implanté ZI de JARRY 97122 Baie-Mahault. L'inspection a été annoncée le 10/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le dépôt SARA est un établissement SEVESO seuil haut. Ainsi, conformément aux directives nationales, il fait, a minima, l'objet d'une inspection par an.

Suite à la précédente inspection, le 16 novembre 2023, un arrêté de mise en demeure a été établi à l'encontre de cet établissement sur les sujets de la mise en conformité des équipements de protection contre la foudre et de la gestion des eaux incendie en dehors des rétentions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARA
- ZI de JARRY 97122 Baie-Mahault

- Code AIOT : 0022100049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SARA exploite sur le territoire de la commune de Baie-Mahault dans la ZI Jarry un dépôt d'hydrocarbure composé de 23 bacs et ayant une capacité totale de stockage de 85 915 tonnes.

Cet établissement possède le statut SEVESO seuil haut pour la rubrique 4734 de la nomenclature ICPE (produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution).

Les hydrocarbures stockés sur ce site sont : de l'essence, du gazole, du FOD, du Fioul lourd, du Jet A1 (carburéacteur) et des slops.

Ce site comprend également des installations de réception et de distribution des produits stockés :

- des lignes de transfert des hydrocarbures de l'apportement pétrolier du quai n° 10 vers le site ;
- des pomperies (pomperie n°1 et n°2, pomperie JET A1,...) ;
- des installations de chargement de camions citerne (PCC) ;
- une canalisation de transfert de carburéacteur vers l'aéroport (installation hors champ ICPE, dépend de la réglementation relative aux canalisations de transport).

Des unités de production de photovoltaïque (projet SOLAré) sont en cours d'implantation sur les toitures de plusieurs bâtiments de l'établissement. Préalablement à la mise en place de ces équipements un porter à connaissance a été transmis à la DEAL Guadeloupe.

Après examen des éléments du porter à connaissance, il s'avère que :

- les modifications engendrées par ce projet ne constituent pas une modification substantielle au regard des dispositions de l'article R.181-46.III du code de l'environnement ;
- ces équipements de production dépourvus de système de stockage ne sont pas classés au titre de la réglementation ICPE. Toutefois ils doivent respecter les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Un courrier précisant ces éléments et les attendus de l'inspection des installations classées a été transmis à l'exploitant (réf : RED-PRT-IC-2023-105 du 20 mars 2023).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection annuelle
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Eaux de surface
- Eaux souterraines
- REACH
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Compte tenu de l'historique du site, l'exploitant doit mettre en œuvre la campagne de recherche des substances per- ou polyfluoroalkylées définie par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Ce sujet fera prochainement l'objet d'un courrier spécifique de la part du service Risques Energie Déchets de la DEAL Guadeloupe.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                             | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Suivi de l'impact environnemental - PFOA/PFOS                 | AP de Mesures d'Urgence du 07/05/2019, article 2.3    | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |
| 2  | Gestion des eaux incendie                                     | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-1        | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande d'action corrective + Maintien de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2023                                        | 3 mois                |
| 5  | Emission de COV résultant du stockage de l'essence            | Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 6  | Risque foudre - ARF                                           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 18  | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | Installations photovoltaïques - Signalisation                 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33          | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 9  | Installations photovoltaïques - Procédure de mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34          | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 10 | Installations photovoltaïques - Système d'alarme              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35          | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                                                | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 11 | Installations photovoltaïques - Qualification/certification      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30     | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 12 | Installations photovoltaïques - Dispositifs de coupure d'urgence | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38     | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 13 | Zonage ATEX                                                      | AP Complémentaire du 02/03/2005, article 7.2.2   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 14 | Rétention / étanchéité                                           | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22.1.1 | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 16 | Etat des matières stockées                                       | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38     | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 17 | Suivi des décanteurs/débourbeurs                                 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 18 | Canalisation - rapport d'incident                                | Arrêté Ministériel du 05/03/2014, article 24     | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle    | Référence réglementaire           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Emission de composés | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, | Avec suites, Lettre de suite                                                                               | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|    | organiques volatils (COV)                      | article 44                                           | préfecturale                                                                                               |                          |
| 4  | Emission de composés organiques volatils (COV) | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48         | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet               |
| 7  | Risque foudre - Rapport de vérification        | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Levée de mise en demeure |
| 15 | Rétention / surface                            | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22.5       | /                                                                                                          | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des difficultés rencontrées par l'exploitant pour établir une stratégie efficiente et adaptée sur le sujet du confinement des eaux incendie en dehors des rétentions pour le bassin versant Nord du site, l'inspection propose de maintenir l'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2023.

L'exploitant doit, sous 3 mois, présenter sa stratégie définitive de gestion.

Pour les autres écarts constatés, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre dans les délais indiqués les éléments justificatifs appropriés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi de l'impact environnemental - PFOA/PFOS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 07/05/2019, article 2.3                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Surveillance eaux de surface et eaux souterraines suite au déversement d'émulseur dans le milieu naturel</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Comme demandé lors des précédentes inspections, l'exploitant poursuit la surveillance des eaux de surfaces et des eaux souterraines exigées par l'arrêté préfectoral d'urgence du 7 mai 2019.</p> <p>Lors de la dernière campagne, les 20 PFAS indiqués à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 ont fait l'objet d'un suivi (rapport Eurofins n° AR-24-LK-069030-01 du 04/04/2024).</p> <p>Ces substances sont toujours détectées dans les eaux souterraines et de surfaces suivies, notamment le PFPeA, le PFxA et le PFOS.</p> <p>L'indice AOF de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 n'est pas mesuré.</p> <p>Les concentrations mesurées depuis le début du suivi sont fluctuantes, il ne se dégage pas de tendance à la baisse des valeurs.</p> <p>En parallèle de cette surveillance, l'exploitant a indiqué que des investigations par sondage seront réalisées sur le site entre les 18 et 19 juin afin de tenter de localiser la source (hot spot) de cette pollution persistante liée, a priori, au déversement accidentel d'émulseur en 2019 (arrêté de mesure d'urgence du 7 mai 2019).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats de la campagne d'investigation.</p> <p>Sur la base des résultats de cette campagne, si cela s'avère pertinent, il doit présenter un plan de gestion de cette pollution et mettre en œuvre une démarche SSP (caractérisation de la pollution et localisation de la source, analyse technico-économique des travaux de dépollution, analyse des risques sanitaires résiduels).</p> <p>S'il apparaît que cette source de pollution ne peut pas être traitée et/ou réduite dans des conditions technico-économiques acceptables, l'exploitant doit démontrer "l'acceptabilité sanitaire" (analyse des risques sanitaires).</p> <p>Dans l'attente, le suivi environnemental (eaux souterraines et eaux de surface) sur les paramètres indiqués à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 doit être poursuivi. Ce suivi inclut le paramètre indiciaire AOF. Pour la réalisation des analyses par le laboratoire accrédité Cofrac, des compléments d'information seront apportés sur la matrice prélevée, à savoir « eau de mer » pour les eaux souterraines.</p> <p>Les résultats obtenus dans le cadre de cette surveillance pourront être valorisés dans le cadre de l'action nationale relative à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : Gestion des eaux incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-1 et APMD du 16/11/2023</p>                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux de sinistre</p>                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul> |

**Prescription contrôlée :**

Les volumes nécessaires de confinement sont déterminés au vu de l'étude de dangers. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces volumes sont actionnables en toute circonstance.

**Constats :**

Le sujet de la stratégie de confinement des eaux incendie hors rétention est ouvert depuis 2021.

Dans son courrier du 17 janvier 2024 de réponse à l'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'une note argumentée sur la stratégie de confinement des eaux d'extinction du bassin versant (BV) Nord, établie sur la base d'une étude commandée auprès de la société ASI.GU2 (bon de commande n°4200014495 du 18/01/2024), serait présentée à la DEAL.

Les documents indiqués ci-dessus n'ont pas encore été transmis à l'inspection.

Le sujet du confinement des eaux du BV Nord a fait l'objet d'une visio avec l'exploitant le 9 mars 2024 durant laquelle l'exploitant a présenté une solution technique possible.

Le scénario dimensionnant utilisé pour estimer le volume de confinement nécessaire pour le BV Nord est une brèche de 10 % non détectée générant un feu de flaque éteint en 10 minutes par un camion mobile d'une capacité de 3000L/min.

Cette solution technique présentée lors de l'inspection consiste à mettre en place un bassin de confinement (rétention déportée) de 40 m de long et de 3,5 m de large en dessous du pipe-way provenant du quai pétrolier à proximité immédiate du local incendie et de la clôture commune avec le site GARDEL.

Le positionnement de cet ouvrage, assimilable à une rétention déportée, génère des contraintes d'exploitation et des risques supplémentaires qui n'ont pour le moment pas fait l'objet d'analyse. Lors de l'inspection, l'équipe d'exploitation a indiqué qu'il n'était pas favorable à l'implantation de cet ouvrage.

Pour mémoire les solutions initialement envisagées consistaient :

- à mettre en place des dispositifs de pompage permettant le renvoi des eaux incendie vers les cuvettes de rétention des bacs de stockage (dispositifs actifs);

ou

- à réduire le volume de confinement nécessaire via la mise en place de nouveaux dispositifs (ex : détection de fuite). Il est à noter que, dans la stratégie présentée, les eaux incendie du BV Sud peuvent, au regard des quantités estimées, faire l'objet d'un confinement dans le réseau de récupération des eaux pluviales.

L'exploitant n'a pas intégralement répondu aux exigences de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2023 sur ce sujet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La stratégie de confinement des eaux d'extinction hors rétention pour le BV Nord a évolué.

L'exploitant doit présenter, sous 3 mois, sa stratégie définitive de confinement des eaux d'extinction en dehors des cuvettes de rétention.

Si la solution retenue consiste à mettre en place un nouveau bassin de confinement ("rétention déportée"), l'exploitant doit analyser les risques associés ainsi que les contraintes d'exploitation supplémentaires liés notamment à son positionnement.

Les besoins en volume de confinement varient en fonction des phases d'exploitation (dépotage bateau, site en exploitation, site hors exploitation ) la stratégie de confinement peut donc être évolutive.

La stratégie de confinement peut présenter des dispositions techniques et/ou organisationnelles. Elle doit prendre en compte la cinétique de mise en œuvre des dispositifs actifs et/ou des interventions humaines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, maintien de la mise en demeure |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                      |

### N° 3 : Émission de composés organiques volatils (COV)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier COV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Les schémas de circulation des fluides ont été transmis à la DEAL suite à la précédente inspection.<br>L'exploitant a présenté les rapports suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• campagne de mesure d'émissions canalisées de COV (Rapport Bureau Veritas, n°19300898-2 du 14 décembre 2023) ;</li> <li>• campagne de détection et de mesure des émissions fugitives de COV (Rapport Bureau Veritas, n°19300898-12 du 13 février 2023) ;</li> <li>• quantification des émissions de COV des réservoirs de stockage - Exercice 2023 (Rapport Bureau Veritas, n°19300898-14 du 13 juin 2024). Ce rapport indique que sur l'exercice 2023 9 408 tonnes de COV ont été émises par les réservoirs de stockage du site. Les principales sources sont les bacs de stockage d'essence R19 et R21.</li> </ul> L'exploitant a indiqué que les principales actions de réduction sont réalisées sur les rejets fugitifs via notamment le resserrage des brides "fuyardes". |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### N° 4 : Émission de composés organiques volatils (COV)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses – réduction                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les valeurs limites d'émissions diffuses de COV des réservoirs d'une capacité supérieure à 1 500 mètres cubes, contenant un liquide inflammable ayant une pression de vapeur saturante à 20 °C comprise entre 1,5 et 50 kilopascals et rejetant plus de 2 tonnes par an, ne dépassent pas les |

valeurs correspondant à celles d'un réservoir à toit fixe de référence affectées d'un facteur de réduction défini dans le tableau suivant :

| DIAMÈTRE DU RÉSERVOIR<br>(en m) | POURCENTAGE DE RÉDUCTION PAR RAPPORT À LA RÉFÉRENCE<br>(avec Tr signifiant taux de rotation annuel) |             |              |         |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|---------|
|                                 | Tr < 5                                                                                              | 5 ≤ Tr < 10 | 10 ≤ Tr < 30 | Tr ≥ 30 |
| D < 15                          | 75                                                                                                  | 77          | 80           | 90      |
| 15 ≤ D < 20                     | 80                                                                                                  | 82          | 85           | 93      |
| 20 ≤ D < 25                     | 85                                                                                                  | 87          | 90           | 95      |
| 25 ≤ D < 30                     | 87                                                                                                  | 89          | 92           | 96      |
| 30 ≤ D < 40                     | 89                                                                                                  | 91          | 94           | 97      |
| 40 ≤ D < 50                     | 91                                                                                                  | 93          | 96           | 98      |
| 50 ≤ D < 80                     | 92                                                                                                  | 94          | 97           | 98,5    |
| D ≥ 80                          | 93                                                                                                  | 95          | 98           | 99      |

**Constats :**

Les bacs 19 et 21 sont concernés par ces dispositions.

Lors de l'inspection, l'exploitant a démontré par le calcul que les pourcentages de réduction exigés (94%) étaient respectés (cf. Rapport Bureau Véritas, n°19300898-14 du 13 juin 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Emission de COV résultant du stockage de l'essence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations de chargement et de déchargement des terminaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les vapeurs générées par déplacement provenant du réservoir de transport en cours de chargement sont renvoyées par un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs dans une unité de récupération des vapeurs pour une retransformation dans le terminal.

La présente disposition ne s'applique pas aux véhicules-citernes à chargement par le haut aussi longtemps que ce mode de chargement est permis. Dans les terminaux de chargement d'essence dans des bateaux, une unité de brûlage des vapeurs peut remplacer une unité de récupération des

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>vapeurs si la récupération des vapeurs est dangereuse ou techniquement impossible en raison du volume des reflux de vapeurs.</p> <p>Les dispositions relatives aux émissions atmosphériques provenant des unités de récupération des vapeurs s'appliquent également aux unités de brûlage des vapeurs. Lorsque le terminal a un débit inférieur à 25 000 tonnes par an, le stockage intermédiaire des vapeurs peut remplacer la récupération immédiate des vapeurs au terminal.</p>                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que lors des opérations de chargement des bateaux en essence les vapeurs émises ne faisaient pas l'objet d'une gestion particulière.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le débit d'essence au niveau du dépôt de Jarry était inférieur à 25 000 tonnes par an et que de ce fait il n'était pas concerné par les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 8 décembre 1995.</p> <p>L'article 13 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1995 établit les conditions d'applicabilité des dispositions de l'article 11 et 12.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant que le débit en essence du terminal pétrolier est inférieur à 25 000 t/an.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 6 : Risque foudre - ARF

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actualisation de l'analyse du risque foudre du site</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses du risque foudre et les études techniques de protection contre la foudre des projets SolARé et JarHY ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ARF JarHY : Rapport SEFTIM - n° FAB1230221656-V1-ARF-SARA/JarHy/France- Février 2023 - du 24/02/2023 ;</li> <li>• Etude technique JarHY : Rapport SEFTIM - FAB1130221656-V1-ET-SARA/JarHy/Guadeloupe/France - Mars 2023- du 06/03/2023</li> <li>• ARF + étude technique Solaré : Rapport SEFTIM - FAR1103221847-V1-EF-SARA/Compléments ARF et ET - Installations Photovoltaïques/JARRY/GUADELOUPE - Novembre 2022</li> </ul> <p>Ces études techniques établissent des préconisations (mesures complémentaires).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de réalisation des travaux préconisés dans les études techniques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 7 : Risque foudre - Rapport de vérification

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complet des installations de protection foudre du site : rapport SEFTIM - FAB0721231822-V1_VC SARA Jarry - décembre 2023.</p> <p>Ce rapport permet d'établir que les non-conformités constatées lors de la précédente vérification et qui ont fait l'objet d'une mise en demeure (arrêté préfectoral du 16 novembre 2023) sont soldées.</p> <p>Ce rapport précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une ARF globale du site doit être réalisée afin d'intégrer les projets SOLARé et JarHY ;</li> <li>- durant les travaux du réservoir R3 (toujours en cours) le PDA a été déplacé sur le réservoir R2.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a déclaré que l'ARF globale du site serait prochainement réalisée.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à l'ARF globale de son site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 8 : Installations photovoltaïques - Signalisation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation des unités de production photovoltaïque</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ;</li> <li>-au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;</li> <li>-tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu.</li> </ul> <p>Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci.</p> <p>Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques sont positionnés uniquement au niveau des arrêtés d'urgences des unités installées.</p> <p>L'affichage des risques liés aux installations photovoltaïques imposé à l'article 33 de l'arrêté</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ministériel du 4 octobre 2010 n'est pas respecté.                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Préalablement à la mise en service de ses unités photovoltaïques l'exploitant doit mettre en place les affichages de risques exigés et transmettre à l'inspection les justificatifs de réalisation appropriés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 9 : Installations photovoltaïques - Procédure de mise en sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure de mise en sécurité des installations photovoltaïques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection l'exploitant a présenté un projet de fiche POI relative à la mise en sécurité des installations photovoltaïques.<br>Ce projet de fiche concerne également la station de production et de distribution d'hydrogène.                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit intégrer cette fiche à son POI.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 10 : Installations photovoltaïques - Système d'alarme

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'alarme des unités de production photovoltaïque                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.<br>En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection l'exploitant n'était pas en capacité de justifier que les unités de production photovoltaïques installées disposaient des systèmes d'alarme exigés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit, préalablement à la mise en service des unités de production photovoltaïques justifier de la présence des systèmes d'alarme exigés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 11 : Installations photovoltaïques - Qualification/ certification

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Compétence de l'installateur PV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>...<br>-les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;<br>..... |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a indiqué que l'installation des unités photovoltaïques est réalisée par la société SUNZIL Caraïbes.<br>Un certificat du 2 janvier 2020 indiquant que la société SUNZIL est adhérente à l'éco organisme PV cycle agréé pour la collecte et le recyclage des panneaux photovoltaïques a été présenté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les certificats ou les attestations de qualification justifiant que la société SUNZIL possède les compétences techniques et organisationnelles pour mettre en place des unités photovoltaïques au sein d'une ICPE.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

## N° 12 : Installations photovoltaïques - Dispositifs de coupure d'urgence

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de coupure d'urgence des installations PV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manoeuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.</p> <p>Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.</p> <p>En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.</p> <p>Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution.</p> <p>La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'installation de production photovoltaïque est répartie sur plusieurs bâtiments. Actuellement chaque unité (sous-installation) dispose d'un arrêt d'urgence (AU). Ces AU ne sont pas reliés à l'AU général du site.</p> <p>L'installation PV ne dispose pas d'un AU unique.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le système d'arrêt d'urgence exigé sera mis en place avant la mise en service de l'installation PV.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Le dispositif électromécanique de coupure et le voyant lumineux de coupure effective du circuit exigés doivent être mis en place préalablement à la mise en service de l'installation de production photovoltaïque.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 13 : Zonage ATEX

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/03/2005, article 7.2.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du zonage ATEX du site       |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

**ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.

**Constats :**

Le plan de zonage ATEX du site (version du 29/11/2022) ne prend pas en compte les équipements du projet JarHY (installation de production et de distribution d'hydrogène).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre à jour le plan de zonage du site ATEX en intégrant les zones liées aux installations JarHY (production et distribution d'hydrogène).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 : Rétention / étanchéité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs d'étanchéité

**Prescription contrôlée :**

Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10<sup>-8</sup> mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;

- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.

Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.

« L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. »

**Constats :**

Les sous rétentions R10 et R11 sont bétonnées.

Les autres cuvettes sont constituées de matériaux meubles.

Sur la base de caractérisations géotechniques des matériaux constitutifs des rétentions, l'exploitant a présenté les résultats du calcul du rapport h/V pour différents points localisés dans ces ouvrages.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les résultats indiquent que les rapports h/V sont supérieurs à 500h pour les points étudiés, hormis pour le point E8 où celui-ci est égal à 383.14h.                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>En complément des éléments présentés, l'exploitant doit démontrer sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit déversé dans une durée inférieure au rapport h/ V pour la rétention où est localisée le point E8. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 15 : Rétention / surface

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surface des rétentions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans tous les cas, la surface nette (réservoirs déduits) maximum susceptible d'être en feu n'excède pas 6 000 mètres carrés.<br>Si la rétention excède cette surface, elle est fractionnée en sous-rétentions de 6 000 mètres carrés au plus par des murs ou merlons qui respectent les dispositions des points 22-2-1 et 22-2-2 du présent arrêté. La stabilité au feu de ces murs et merlons est compatible avec la stratégie de lutte contre l'incendie prévue par l'exploitant. |
| <b>Constats :</b><br>Les surfaces des sous cuvettes sont inférieures à 6000 m <sup>2</sup> .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 16 : Etat des matières stockées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.                                                         |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks était suivi via un outil développé par FranceChimie.<br>Actuellement l'accès à cet outil et à un état des stocks simplifié est restreint. Le personnel présent sur site doit solliciter des interlocuteurs SARA basés en Martinique pour en disposer.<br>La liste des produits chimiques transmise en amont de l'inspection n'était pas exhaustive. Lors de l'inspection il a été constaté la présence, en faible quantité, sur le site de produits non référencés. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit s'assurer de l'exhaustivité de son état des stocks.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection rappelle que l'état des stocks doit être facilement disponible, notamment pour les services de secours. Ainsi, il apparaît nécessaire que l'accès à l'application de suivi utilisée soit amélioré. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                           |

#### N° 17 : Suivi des décanteurs/débourbeurs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des décanteurs/débourbeurs                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>« ....</p> <p>En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.</p> <p>... »</p>                 |
| <b>Constats :</b><br><p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les eaux en sortie des débourbeurs/déshuileurs faisait l'objet d'un contrôle mensuel.</p> <p>Toutefois il n'était pas en mesure de justifier que ces équipements faisaient l'objet d'un contrôle semestriel et que le bon fonctionnement des obturateurs était contrôlé annuellement.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><p>Les débourbeurs/déshuileurs et leurs obturateurs doivent faire l'objet des contrôles exigés. Ces contrôles doivent faire l'objet d'un enregistrement.</p>                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 18 : Canalisation - rapport d'incident

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/03/2014, article 24                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Canalisation - rapport d'incident                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Accidents, incidents, troubles d'exploitation, rejets de produits.</p> <p>Tout accident, incident ou situation de danger mettant en cause la sécurité des personnes ou des biens ou la protection de l'environnement implique la mise en œuvre par le transporteur du plan de sécurité et d'intervention, et fait l'objet d'une communication immédiate du transporteur au préfet, ainsi qu'au préfet maritime dans le cas d'une canalisation sous-marine, au service chargé du contrôle et à celui chargé de la sécurité civile. Cette information est confirmée dans les meilleurs délais par écrit.</p> <p>Toute perte de confinement en dehors des installations annexes ou toute perte de confinement correspondant à un défaut d'étanchéité supérieur à 2,5 mm<sup>2</sup> sur une installation annexe fait</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>l'objet d'une information immédiate au service chargé du contrôle.</p> <p>Les autres événements, s'ils ont été sans conséquence ou maîtrisés sans besoin de mise en œuvre du plan de sécurité et d'intervention, font l'objet d'une information au service chargé du contrôle selon les modalités définies dans le guide mentionné au premier alinéa de l'article 10.</p> <p>Les mesures prises pour limiter les conséquences des incidents et accidents et pour éviter leur renouvellement sont présentées au plus tard l'année suivante et de préférence dans le rapport d'activité annuel mentionné à l'article 26.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'analyse de l'incident sur la canalisation de transport de JET A1 lié à un racleur bloqué dans l'ouvrage n'a pas encore été transmis à l'inspection.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que, d'après les premières analyses, le racleur serait resté bloqué au niveau d'une des deux vannes de sectionnement situées de part et d'autre du passage de la rivière salée.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué qu'une réflexion était en cours sur le sujet notamment sur la suppression de ces vannes de sectionnement (points singuliers)</p>             |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Comme demandé par la DEAL dans son courrier du 10 avril 2024 (réf : RED-PRT-IC-2024-123) l'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport d'incident présentant notamment l'analyse des causes et les actions correctives programmées.</p> <p>Il est rappelé que tout projet de modification de cet ouvrage (ex : suppression de point singulier) doit faire l'objet d'une information auprès du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaire (porter à connaissance).</p>                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |